

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Le pouvoir adjudicateur est :
L'Institut National des Métiers d'Art – INMA
23, avenue Daumesnil - 75012 PARIS.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est :
Madame Marie-Hélène FREMONT, Directrice Générale de l'INMA.

Objet de la Consultation :

Élaboration de la campagne de relations presse des Journées Européennes des Métiers d'Art

Etendue de la consultation :

La consultation est passée en application de l'article 10 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, selon une procédure adaptée.

Interlocuteur :

Madame Camille Bidaut
Responsable des Journées Européennes des Métiers d'Art
Institut National des Métiers d'Art
23, avenue Daumesnil
75012 PARIS
01 55 78 86 10 / bidaut@inma-france.org

Le présent cahier des clauses administratives particulières comporte 9 pages, numérotées de 1 à 9.

Article 1 - Objet et durée du marché

1-1-Objet :

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées :

Élaboration de la campagne de relations presse des Journées Européennes des Métiers d'Art

1-2-Décomposition du marché et tranches :

Le marché n'est pas alloté et il n'est pas prévu une décomposition en tranches pour permettre au titulaire d'avoir une maîtrise totale des relations presse des JEMA, quels que soient les médias visés et éléments de programmation promus, et pour obtenir des résultats efficaces et cohérents. En outre, l'objet du présent marché ne permet pas d'identifier des prestations distinctes au risque d'entraver la bonne exécution du marché.

1-3-Modalités de reconduction :

Le marché est d'une durée d'un an, renouvelable une fois par reconduction expresse deux mois avant l'échéance.

1-4-Sous-traitance :

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement et préalablement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles 133 à 137 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et 12.2 du CCAG-FCS.

L'acceptation de chaque sous-traitant et son agrément sont soumis au respect des conditions prévues par l'article 134 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 32.1 du CCAG-FCS).

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

1-5-Maîtrise d'œuvre

Sans objet.

1-6- Forme du marché.

Marché simple

Article 2 - Documents contractuels

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'INMA fait seul foi ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières et annexes éventuelles ;
- Les pièces particulières, annexes éventuelles :
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (issu de l'arrêté du 19 janvier 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (issu de l'arrêté du 16 septembre 2009) uniquement pour ce qui relève de l'utilisation des résultats (chapitre 5-articles 23, 24, 25 – option A)

Article 3 – Durée et délais d'exécution

3-1-Durée d'exécution :

Le marché est d'une durée d'un an, renouvelable une fois par reconduction expresse deux mois avant l'échéance.

Les prestations devront être exécutées, à compter de la date de notification du marché, dans le(s) délai(s) ci-dessous :

La date prévisionnelle de début des prestations est mi-novembre 2016

Le calendrier d'exécution est au CCTP du présent marché.

3-2-Délais d'exécution

Les délais d'exécution débutent à compter de la notification du marché sur une période de 12 mois pour s'achever mi-novembre 2017.

Article 4 - Conditions générales d'exécution
--

4-1-Conditions d'exécution des prestations :

La prestation doit être exécutée dans les conditions suivantes : Voir Cahier des clauses techniques particulières joint.

4-2-Réalisation de prestations similaires :

Sans objet.

Article 5 - Opérations de vérifications-décisions après vérifications

5-1-Vérifications :

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues à l'article 22 du CCAG FCS.

5-2-Admission :

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 22 à 25 du CCAG FCS par le service concerné.

Article 6 - Garantie

Le titulaire doit, pour toutes les créations effectuées (créations graphiques, logos, pictogrammes,...), se conformer aux dispositions du Code de la propriété intellectuelle (CPI).

Le titulaire garantit formellement l'INMA contre toute réclamation et tout recours qui pourraient être élevés contre lui à l'occasion de l'exercice des droits cédés au présent marché.

Article 7 – Droits de propriété intellectuelle.

7.1 - Cession des droits :

L'INMA utilisera librement les résultats de l'étude, conformément à l'option A du CCAG Prestations intellectuelles.

L'ensemble des documents concernant l'objet du marché restera la propriété exclusive de l'INMA. Il en sera de même pour les documents communiqués à l'agence pour la réalisation des prestations demandées. Les résultats de la prestation ne pourront être exploités commercialement sans l'accord écrit préalable de l'INMA. Un avenant déterminera, le cas échéant, les redevances que le titulaire devra éventuellement verser à l'INMA sur le produit de cette commercialisation.

Le présent marché comprendra expressément, de la part du titulaire, cession exclusive au profit de l'INMA de la totalité des droits patrimoniaux d'auteur, tels que visés aux articles L 122-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle : à savoir le droit de représentation et le droit de reproduction, pouvant être attachés aux prestations objet du présent marché, ladite cession intervenant pour la durée de la protection légale du droit d'auteur ou de ses ayants droits, pour le monde entier et pour une exploitation à titre informatif, documentaire et publicitaire desdits droits. La cession ci-dessus comprend également le droit de traduction et d'adaptation de l'affiche.

7.2 - Rémunération des droits :

La rémunération forfaitaire et définitive de la cession des droits ci-dessus est comprise dans les prix du présent marché.

Article 8 - Modalités de détermination des prix

8-1-Répartition des paiements :

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au prestataire de services et à ses sous-traitants;
- au prestataire de services mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

8-2-Contenu des prix :

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation. Le marché est traité à prix forfaitaires.

8-3-Prix de règlements :

Les prix sont fermes.

8-4-Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

Article 9 - Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles 110 à 113 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché public ou de la tranche affermée si leur durée est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Article 10 - Remboursement de l'avance

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant du marché. Ce remboursement doit être effectif lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Article 11 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS, sous réserve des dispositions de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Article 12 - Paiement-établissement de la facture

12-1-Mode de règlement :

Les sommes dues en exécution du marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son décret d'application.

12-2-Présentation des demandes de paiement :

Le règlement des sommes dues fera l'objet de plusieurs versements qui s'échelonneront à compter de la notification du marché jusqu'à fin de la prestation.

Le paiement des sommes dues par l'INMA s'effectue, après service fait et validation par le responsable de marché.

Les factures seront établies en un original et deux copies, sur papier à en-tête du titulaire comportant, outre les mentions sociales d'usage, les mentions suivantes :

- le n° de compte bancaire ou postal à créditer, tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- le n° et la date de notification du marché ;
- le détail des prestations facturées ;
- le montant hors taxe, le taux et le montant de la TVA, le montant TTC ;
- la date de la facture.

Les factures sont envoyées à l'adresse suivante :

L'Institut National des Métiers d'Art
23, avenue Daumesnil
75012 PARIS

La dépense sera imputée sur le chapitre 623 du budget de l'INMA.
Le comptable assignataire est l'agent comptable de l'INMA.

12-3-Intérêts moratoires :

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le Code des marchés publics fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article 8 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la BCE à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 13 - Clauses techniques

Voir Cahier des clauses techniques particulières du présent marché.

Article 14 – Secret Professionnel

Le(s) titulaire(s) qui participeront à l'exécution du marché, seront tenus au secret professionnel pour tout ce qui est relatif aux renseignements et documents qu'ils pourraient recueillir au cours de leurs travaux à l'égard de toutes les personnes étrangères à l'INMA.

A l'issue de la réalisation des prestations prévues au présent CCAP, le titulaire ne pourra en aucun cas divulguer les informations, renseignements, documents, dont il a pu avoir connaissance dans l'exécution du marché.

D'autre part, le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à citer les sources des études qu'il(s) pourrai(ent) utiliser et s'assurer pour toutes les recherches iconographiques du respect des droits d'auteur.

Article 15 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les juridictions Françaises sont seules compétentes.

La monnaie de comptes du marché est l'euro. Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre, outre les pièces prévues à l'article 134 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché public en date du dénommé : Elaboration de la campagne de relations presse des Journées Européennes des Métiers d'Art. Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal ; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser à l'administration seront rédigées en français. "

Article 16 - Pénalités

16-1-Pénalités de retard :

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante en application de l'article 14 du CCAG FCS :

$$P = \frac{V \times R}{1\,000}, \text{ dans laquelle :}$$

P=le montant de la pénalité

V=La valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R=le nombre de jours de retard

16-2-Pénalités d'indisponibilité :

Il n'est pas prévu de pénalités d'indisponibilité.

16-3-Pénalités diverses :

Sans objet.

Article 17 - Attribution de compétence

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le Tribunal administratif de Paris sera seul compétent.

Article 18 – Résiliation

La résiliation est prononcée selon les modalités prévues au chapitre 6 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services.

Article 19 – Cession du marché

Le titulaire ne pourra, sous peine de résiliation du marché, céder tout ou partie du présent marché ou faire apport en société, que s'il est expressément autorisé par l'INMA et s'il reste personnellement responsable, tant envers l'INMA qu'envers les tiers.

Article 20 - Obligations du titulaire

Le titulaire remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Sans objet